

ASSOCIATION INTERNATIONALE
FEDERATION INTERNATIONALE DE CAMPING ET DE
CARAVANNING A.I.S.B.L.
en abrégé F.I.C.C. A.I.S.B.L.

STATUTS

Article 1. **DENOMINATION**

- 1.1. La FEDERATION INTERNATIONALE DE CAMPING ET DE CARAVANNING A.I.S.B.L. (en abrégé : F.I.C.C. A.I.S.B.L.), ci-après dénommée Fédération ou F.I.C.C A.I.S.B.L. est une Association Internationale à but non lucratif.
- 1.2. La Fédération est régie par les dispositions du titre III de la loi belge du 27 juin 1921 telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les fondations et les associations internationales sans but lucratif.

Article 2. **DUREE**

La Fédération est constituée pour une durée illimitée.

Article 3. **BUTS**

- 3.1. La Fédération ne poursuit aucun but lucratif.
- 3.2. Elle poursuit les buts scientifiques suivants :
- 3.2.1. l'étude des recommandations et des moyens pouvant mener au développement de la coordination, l'harmonisation et l'amélioration des conditions de collaboration de groupements, fédérations et clubs de camping et de caravanning à l'échelle nationale et internationale;
- 3.2.2. la stimulation à toute occasion et par tous moyens appropriés de coopération dans le monde entier entre ses membres en tous lieux et circonstances;
- 3.2.3. la recherche et la promotion de services du plus haut niveau dans le secteur du camping et du caravanning;
- 3.2.4. l'étude des moyens destinés à promouvoir le camping et le caravanning et à assurer la défense des intérêts de ses membres ainsi que de leurs adhérents campeurs et caravaniers auprès de tous les organismes nationaux et internationaux.

(1) Les statuts, adoptés et statutairement révisés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 août 1987 à Herning (Danemark) ont été revus, amendés et adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 août 1995 à Aljezur (Portugal). Ils ont été approuvés par le Ministère de la Justice belge le 20.03.96 et publiés dans le Moniteur Belge du 1 août 1996. Le 1 août 2001 l'Assemblée Générale Extraordinaire à Selbu (Norvège) a approuvée les nouveaux changements des statuts. Ils ont été approuvés par le Ministère de la Justice belge le 25 avril 2002 et publiés dans le Moniteur Belge du 25 juillet 2002

2) La personnalité juridique de la F.I.C.C. obtenue le 11 juillet 1988 a été publiée le 27 août 1988 dans le Moniteur Belge, la publication des Statuts a été effectuée le 4 novembre 1988

- 3.3. Elle a les buts pédagogiques suivants :
 - 3.3.1. l'étude et la discussion de tout problème relatif au camping et au caravanning;
 - 3.3.2. l'organisation de journées d'étude, séminaires, congrès et de tout autre activité ayant pour but la promotion du camping et du caravanning et la sensibilisation des autorités législatives, administratives, culturelles, touristiques et sanitaires aux questions et problèmes que les activités de camping et caravanning peuvent susciter;
 - 3.3.3. l'établissement et la diffusion de rapports et documents d'information concernant le camping et le caravanning;
 - 3.3.4. l'éducation des campeurs au respect de la nature et la promotion de la protection de l'environnement auprès des campeurs.
- 3.4. Dans ce cadre, la Fédération s'interdit toute immixtion dans les domaines politiques, philosophiques, religieux ou sociaux.

Article 4. **ACTIVITES**

- 4.1. La Fédération favorise la diffusion et la pratique harmonieuse du camping et du caravanning dans tous les pays du monde.
- 4.2. Elle encourage la création de groupements de camping et de caravanning.
- 4.3. Elle délivre par l'intermédiaire de ses membres effectifs ou ses membres adhérents une Carte de Camping Internationale (CCI). Ses membres effectifs et adhérents s'engagent à accueillir sur leurs terrains de camping les détenteurs d'une Carte de Camping Internationale (CCI) valable.
- 4.4. Elle publie, adapte et diffuse tous les règlements concernant son but.
- 4.5. Elle organise, directement ou par l'intermédiaire de ses membres, toute manifestation propre à poursuivre ses objectifs et, suivant les possibilités, au moins un Rallye international par an.
- 4.6. Elle peut stimuler, directement ou par l'intermédiaire de ses membres effectifs et ses membres adhérents, l'organisation de terrains de camping.
- 4.7. Elle peut assurer un service de documentation et d'information sur les terrains de camping et sur les lois et règlements en vigueur dans chaque pays en matière de camping et de caravanning.

Article 5. **SIEGE DE LA FEDERATION**

- 5.1. Le siège officiel de la Fédération se trouve en Belgique, sis au 18, rue des Colonies (bte 9), B-1000 Bruxelles, Arrondissement judiciaire de Bruxelles. Il peut être transféré partout en Belgique en se conformant à la législation linguistique en vigueur par décision du Conseil d'Administration à publier aux Annexes du Moniteur belge.

- 5.2. Le Conseil d'Administration peut décider de créer des subdivisions régionales ou des branches dans le monde entier.

Article 6. **COMPOSITION**

- 6.1. La Fédération se compose de membres effectifs et adhérents. Il s'agit de personnes morales (clubs et fédérations) légalement constituées selon les lois et usages de leur pays d'origine.
- 6.2. Sont membres effectifs:
les clubs ou fédérations de camping sous tente, caravane ou autocaravane dont les statuts remplissent les conditions d'affiliation de la F.I.C.C. A.I.S.B.L.
- 6.3. Sont adhérents:
les associations, fédérations et groupements qui témoignent d'une activité dans le domaine du camping et du caravanning mais qui ne souhaitent pas devenir membres effectifs ou qui ne remplissent pas les conditions pour le devenir.

Article 7. **ACQUISITION ET PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE EFFECTIF OU ADHERENT**

- 7.1. La qualité de membre effectif ou adhérent est acquise par décision du Conseil d'Administration.
- 7.2. La démission ou la radiation entraîne la perte de la qualité de membre effectif ou adhérent.
- 7.3. Tout membre effectif ou adhérent a le droit de se retirer de la Fédération en notifiant sa démission par lettre recommandée au siège de la Fédération au plus tard le 31 octobre de l'exercice en cours. Les droits et les obligations du membre effectif ou adhérent démissionnaire vis-à-vis de la Fédération prennent fin avec l'exercice social.
- 7.4. Les membres effectifs ou adhérents qui n'ont pas apuré leurs dettes envers la F.I.C.C. A.I.S.B.L. en temps voulu, se verront privés de leur droit de participer aux Assemblées Générales et n'ont pas de droit de vote.
- 7.5. Si, sans motif valable, le retard dans les paiements excède une année, la radiation peut être prononcée par l'Assemblée Générale avec effet immédiat, sur proposition du Conseil d'Administration. Le membre contre lequel une décision de radiation va être prononcée aura le droit de présenter sa défense devant l'Assemblée Générale, avant que celle-ci prenne une telle décision.
- 7.6. Si l'action d'un membre effectif ou d'un membre adhérent est contraire aux présents Statuts ou au Règlement d'Ordre Intérieur de la Fédération ou si elle porte préjudice à son activité ou à ses intérêts, la radiation peut être prononcée avec effet immédiat, par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration et après avis de la Commission Disciplinaire, conformément à la procédure prévue par le Règlement d'Ordre Intérieur. Le membre contre lequel une décision de radiation va être prononcée aura le droit de présenter sa défense devant l'Assemblée Générale, avant que celle-ci prenne une telle décision.

Article 8. EXTINCTION DES DROITS DE MEMBRE EFFECTIF OU ADHERENT

La démission ou la radiation entraîne l'annulation de tous les droits attachés à la qualité de membre effectif ou adhérent. Les obligations financières demeurent pour les arriérés.

Article 9. TITRES HONORIFIQUES - MEMBRES D'HONNEUR

9.1. Le titre de Président d'Honneur peut être conféré au Président sortant de la F.I.C.C. A.I.S.B.L. sur décision de l'Assemblée Générale.

9.2. De même, l'Assemblée Générale peut, sur proposition du Conseil d'Administration ou d'un ou de plusieurs membres de la F.I.C.C. A.I.S.B.L., conférer le titre de Membre d'Honneur aux personnes qui ont rendu d'éminents services à la Fédération.

Article 10. DROITS ET OBLIGATIONS

10.1. La qualité de membre effectif ou de membre adhérent confère tous les droits qui découlent des présents Statuts ou du Règlement d'Ordre Intérieur.

10.2. Les présents Statuts ainsi que le Règlement d'Ordre Intérieur et les décisions prises par l'Assemblée Générale sont opposables de plein droit aux membres effectifs et membres adhérents.

Article 11. RESPONSABILITE FINANCIERE

11.1. Les obligations financières des membres effectifs et des adhérents vis-à-vis de la Fédération sont limitées au paiement des montants tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale et prévus dans les présents Statuts et dans le Règlement d'Ordre Intérieur.

11.2. La Fédération est seule responsable, sur son patrimoine, des engagements auxquels elle a souscrit.

Article 12. L'ASSEMBLEE GENERALE (Organe général de direction)

12.1. L'Assemblée Générale est l'organe suprême de la Fédération.

12.2. Organisation

12.2.1. L'Assemblée Générale se compose de tous les membres effectifs de la Fédération. Les membres adhérents ne peuvent être présents qu'en qualité d'observateurs.

12.2.2. Elle se réunit au moins une fois l'an, au lieu et date fixés par l'Assemblée Générale deux ans au préalable. Les convocations à toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, sont effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou courriel confirmés et doivent être adressées aux membres par le Comité Exécutif, au plus tard soixante (60) jours au préalable sans préjudice de l'article 13.2.2.

-
- 12.2.3. L'Assemblée Générale est également convoquée à la demande de membres représentant au moins un quart du nombre des voix réunies lors de l'Assemblée Générale précédente. Les convocations à cette nouvelle Assemblée Générale doivent être effectuées par courrier, fax ou courriel confirmé et être adressées aux membres, au plus tard soixante (60) jours après la réception de la requête.
- 12.3. Droit de vote
- 12.3.1. Chaque membre effectif dispose d'un nombre de voix qui est fonction de l'ordre de grandeur du nombre de ses affiliés déclarés et du tableau d'attribution qui en découle.
- 12.3.2. Le tableau d'attribution des voix est fixé par le Règlement d'Ordre Intérieur.
- 12.3.3. Tout membre effectif peut voter par correspondance de la manière fixée dans le Règlement d'Ordre Intérieur. Le recours à la procédure de vote par correspondance est réservé à des cas urgents et exceptionnels, dûment motivés. Ce vote doit être précédé d'une information préalable (note explicative) des membres effectifs. En outre ce vote fait l'objet d'une ratification par la prochaine Assemblée Générale réunie en séance plénière.
- 12.4. Quorum
- 12.4.1. Exception faite des dispositions du point 12.5.5., l'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié des membres effectifs est présente ou vote par correspondance.
- 12.4.2. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale se réunit le même jour à la convocation du Conseil d'Administration, avec le même ordre du jour.
- 12.4.3. Cette Assemblée est habilitée à prendre toute décision concernant les points de l'ordre du jour, quel que soit le nombre de membres effectifs présents, à l'exception des dispositions du point 12.5.5.
- 12.5. Majorité requise
- 12.5.1. Sans préjudice des cas exceptionnels prévus par les Statuts, les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.
- 12.5.2. La majorité simple est acquise lorsque le nombre des voix "pour" est supérieur au nombre de voix "contre" quel que soit le nombre des abstentions ou des votes nuls.
- 12.5.3. L'élection du Président est acquise au premier tour si le candidat obtient plus de la moitié des suffrages exprimés à l'Assemblée Générale. Si un deuxième tour s'avère nécessaire, le candidat élu est celui qui réunit le plus grand nombre de suffrages exprimés.
- 12.5.4. L'élection des Présidents d'Honneur et des Membres d'Honneur doit réunir au moins les trois quarts des suffrages exprimés.
- 12.5.5. Pour modifier les statuts, comme pour décider de la dissolution de la Fédération, il faut:
- que les deux tiers des membres effectifs au moins soient présents,
 - qu'une majorité des trois quarts au moins des suffrages exprimés soit réunie.
-

-
- 12.5.6. Toutefois, si moins des deux tiers des membres effectifs sont présents, l'Assemblée Générale doit se réunir une nouvelle fois dans les conditions prévues au point 13.1.4. Quel que soit le nombre de ses membres effectifs présents, cette Assemblée Générale est habilitée à décider ou à prendre des décisions concernant tous les points figurant à l'ordre du jour et ce, aux trois quarts des suffrages exprimés.
- 12.5.7. L'adoption et la modification du Règlement d'Ordre Intérieur à la demande du Conseil d'Administration requièrent au moins les deux tiers des suffrages exprimés par les membres effectifs.
- 12.6. Compétence
- 12.6.1. L'Assemblée Générale dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation des buts de la Fédération. Parmi les pouvoirs de l'Assemblée Générale figurent notamment:
- 12.6.2 - l'élection et la révocation pour faute grave des membres du Conseil d'Administration et du Président;
- 12.6.3. - la nomination de la Commission Disciplinaire et la compétence décisionnelle en matière d'appel.
- 12.6.4. - l'approbation du rapport annuel du Conseil d'Administration;
- 12.6.5. - la nomination d'un commissaire aux comptes et la prise de connaissance du rapport annuel et l'approbation du bilan, du compte des pertes et profits, du rapport financier du Conseil d'Administration pour l'exercice écoulé;
- 12.6.6. - l'approbation du budget de l'exercice suivant et la ratification des comptes annuels
- 12.6.7. - la fixation de toutes les cotisations ;
- 12.6.8. - l'admission, la radiation ou l'exclusion des membres;
- 12.6.9. - le droit de conférer des titres honorifiques et de désigner des membres d'honneur;
- 12.6.10. - la modification des Statuts et du Règlement d'Ordre Intérieur ainsi que la décision de la dissolution de la Fédération.
- 12.6.11. - la décharge aux administrateurs et commissaire
- 12.6.12. – la transformation de l'association en société à finalité sociale.
- 12.7. Ordre du jour
- L'Assemblée Générale aborde exclusivement les points inscrits à l'ordre du jour. Les délibérations des Assemblées Générales feront l'objet de l'établissement de procès-verbaux.
Les décisions de l'Assemblée générale seront portées à la connaissance des membres par courrier.
-

Article 13. MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION DE LA FEDERATION**13.1. Modification des Statuts**

- 13.1.1. Seule une Assemblée Générale Statutaire (Extraordinaire) spécialement convoquée à cet effet peut modifier les Statuts, sur proposition du Conseil d'Administration, à la demande de six (6) membres effectifs) et après consultation de la Commission des Statuts.
- 13.1.2. L'Assemblée Générale Statutaire (Extraordinaire) est convoquée avant la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, pourvu que le délai nécessaire pour opérer la modification soit suffisant et, en tout cas, avant l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année suivante.
- 13.1.3. La nouvelle rédaction proposée pour les articles à modifier et l'avis motivé de la Commission des Statuts doivent être joints à la convocation à l'Assemblée Générale Statutaire (Extraordinaire).
- 13.1.4. L'assemblée générale Statutaire (Extraordinaire) ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres effectifs, présents ou votant par correspondance.
Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres effectifs présents ou votant par correspondance.
Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres effectifs présents ou votant par correspondance.
Si les deux tiers des membres effectifs ne sont pas présents à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres effectifs présents, et adopter les modifications aux majorités prévues à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.
- 13.1.5. Les modifications des Statuts n'entrent en vigueur que lorsque les conditions prévues par les dispositions légales en matière de publication sont remplies.

13.2. Dissolution

- 13.2.1. La dissolution de la Fédération peut uniquement être décidée par une Assemblée Générale Statutaire (Extraordinaire) spécialement convoquée à cet effet.
- 13.2.2. La convocation de cette Assemblée Générale Statutaire (Extraordinaire) doit être envoyée par lettre recommandée cent quatre-vingts (180) jours avant la réunion.
- 13.2.3. Le nombre requis des membres effectifs qui doivent être présents ainsi que la majorité nécessaire est fixée par les points 12.5.5. et 12.5.6. des Statuts.
- 13.2.4. Si la dissolution de la Fédération est décidée, l'actif net éventuel après liquidation sera affecté à une fin désintéressée.

Article 14. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION (L'organe d'administration)

- 14.1. Le Conseil d'Administration est l'organe chargé de la gestion de la Fédération.
- 14.2. Composition
- 14.2.1. Le Conseil d'Administration se compose d'au moins trois (3) personnes provenant de trois (3) pays différents et au maximum de dix (10) personnes provenant de dix (10) pays différents, élues par l'Assemblée Générale. Chacune de ces personnes est désignée par le ou les membre(s) du pays concerné. Le nombre des administrateurs devra être inférieur au nombre des membres effectifs.
- 14.2.2. Le Président de la Fédération est élu au sein du Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale. Les deux Vice-Présidents sont élus sur recommandation du Président parmi les membres du Conseil d'Administration.
- 14.3. Conditions d'éligibilité
- 14.3.1. Est éligible dans le Conseil d'Administration toute personne d'au moins vingt cinq (25) ans, en possession de la capacité civile, membre d'un club ou d'une fédération membre effectif de la F.I.C.C. A.I.S.B.L., disponible et disposé de remplir efficacement les charges qui sont liées à son mandat, confiés par la F.I.C.C. A.I.S.B.L., et capable de comprendre et de s'exprimer dans une des trois langues officielles de la F.I.C.C. A.I.S.B.L.
- 14.3.2. Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent exercer une profession ou une occupation principale lucrative ayant un rapport direct avec une branche du camping sous tente, caravanning ou autocaravanning.
- 14.3.3. Les administrateurs exercent leur mandat à titre gracieux. Toutefois, ils ont le droit de se faire rembourser leurs frais de déplacement et de recevoir une indemnité journalière fixée par le Conseil d'Administration et couvrant les frais découlant de l'accomplissement de leur mandat ou de toute autre mission qui leur a été confiée par ledit Conseil.
- 14.3.4. Les membres effectifs des pays qui souhaitent présenter un candidat au poste d'administrateur, doivent déposer leurs candidatures par écrit auprès du Président de la F.I.C.C. A.I.S.B.L. La lettre de candidature doit parvenir au siège de la F.I.C.C. A.I.S.B.L. cent vingt (120) jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale, dans le courant de laquelle l'élection doit avoir lieu.
- 14.4. Durée
- 14.4.1. Les administrateurs sont élus pour une durée de trois (3) ans, renouvelable. Les personnes élues ne sont remplaçables avant la fin de leur mandat, sauf dans les cas de l'article 12.6.2
- 14.4.2. Le mandat prend effet à l'issue de l'Assemblée Générale au cours de laquelle l'élection a eu lieu.
- 14.4.3. Lorsqu'un poste est vacant, le Conseil d'Administration invite le pays concerné à nommer un nouvel administrateur qui achèvera le mandat laissé vacant.

-
- 14.4.4. Si le pays dont question renonçait à l'exercice de ce mandat, le pays qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages lors de la dernière élection sans avoir été élu, sera prié de désigner une personne qui achèvera le mandat laissé vacant.
- 14.5. Séances
- 14.5.1. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président. Le Président doit réunir le Conseil à la demande d'au moins trois (3) de ses membres.
- 14.5.2. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres est présente.
- 14.5.3. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents, la voix du Président étant prépondérante en cas de parité.
- 14.6. Pouvoirs
- 14.6.1. Le Conseil d'Administration dispose de tous les pouvoirs afin de réaliser les buts de la Fédération à l'exception de ceux qui sont expressément réservés à l'Assemblée Générale en vertu des présents Statuts et du Règlement d'Ordre Intérieur.
- 14.6.2. Les membres du Conseil d'Administration sont tenus de servir l'intérêt général de la F.I.C.C. A.I.S.B.L., non celui de leur pays, club ou de leur fédération et d'observer la confidentialité en matière de délibération. Les pouvoirs du Conseil d'Administration comprennent notamment :
- 14.6.3. - la désignation du Directeur d'administration sur proposition du Comité Exécutif;
- 14.6.4. - la fixation des indemnités visées au point 14.3.3.;
- 14.6.5. - la délégation, au Comité Exécutif, du droit de représenter et d'engager la Fédération;
- 14.6.6. - la publication des rapports des commissions;
- 14.6.7. - la rédaction de l'ordre du jour des Assemblées Générales;
- 14.6.8. - le contrôle de l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale;
- 14.6.9. - l'annulation d'un rallye et la désignation d'un nouvel organisateur ;
- 14.6.10 - la compétence de décision et d'exécution en première instance lors de procédures disciplinaires ;
- 14.6.11 - la représentation judiciaire et extrajudiciaire de la Fédération, par au minimum deux de ses membres, dont l'un doit appartenir au Comité Exécutif.
- 14.7. Exception faite de son droit de surveillance et de contrôle, le Conseil d'Administration confie au Comité Exécutif la gestion des affaires courantes telle que prévue à l'article 15 des présents Statuts.
- 14.8. Dans le cadre de l'exécution de ses pouvoirs, le Conseil peut consulter toute personne et l'autoriser à assister aux séances en qualité de conseiller.
-

- 14.9. Les décisions du Conseil sont enregistrées dans le procès-verbal, avec le résultat détaillé de chaque vote intervenu. Ce procès-verbal est soumis pour approbation à la réunion suivante.

Article 15. **LE COMITE EXECUTIF**

- 15.1. Le Comité Exécutif se compose du Président et des deux Vice-Présidents. En cas d'indisponibilité du Président, c'est le Vice-Président le plus ancien dans la fonction qui le remplace; à égalité d'ancienneté, le remplacement est assuré par le Vice-Président doyen d'âge.
- 15.2. Le Comité Exécutif est convoqué par le Président et ne peut délibérer valablement que si deux (2) de ses membres au moins sont présents.
- 15.3. Le Comité Exécutif est chargé de la gestion des affaires courantes de la Fédération.
- 15.4. **Pouvoirs.** Les pouvoirs du Comité Exécutif comprennent notamment :
- 15.4.1. - l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration;
- 15.4.2. - l'ouverture de comptes en banques et la réalisation de toutes opérations bancaires y relatives au nom de la Fédération;
- 15.4.3. - la préparation, l'organisation et la convocation de l'Assemblée Générale;
- 15.4.4. - l'élaboration du programme de travail pour chaque exercice;
- 15.4.5. - la préparation du rapport annuel du Conseil;
- 15.4.6. - l'établissement du bilan, du compte des pertes et profits et du rapport financier ainsi que la préparation du plan budgétaire pour l'exercice suivant, approuvé par les membres du Conseil afin d'être présenté, examiné et approuvé par l'assemblée générale;
- 15.4.7. - la fixation du statut du personnel du secrétariat;
- 15.5. En cas d'urgence extrême, le Comité Exécutif est habilité à prendre toutes les décisions nécessaires relatives aux intérêts suprêmes de la Fédération et en fait rapport séance tenante au Conseil.
- 15.6. Le Comité Exécutif présente au Conseil d'Administration un rapport sur sa gestion pendant la période s'écoulant entre les différentes réunions du Conseil.
- 15.7. Un procès-verbal est dressé pour chaque séance et est transmis aux membres du Conseil d'Administration à titre d'information.
- 15.8. Les membres du Comité Exécutif peuvent prendre part sans droit de vote aux réunions des commissions, comités et groupes de travail.
- 15.9. Les actions judiciaires introduites par ou contre la Fédération sont intentées et poursuivies par le Conseil d'administration représenté par son Président ou un administrateur désigné à cet effet par celui-ci.

Article 16. LE PRESIDENT

- 16.1. Le Président de la Fédération assume simultanément la présidence du Conseil d'Administration et celle du Comité Exécutif.
- 16.2. Il convoque le Conseil d'Administration et le Comité Exécutif.
- 16.3. En cas d'urgence, il consulte les deux Vice-Présidents.
- 16.4. Il prépare la documentation des séances du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif.
- 16.5. Il est habilité, dans la mesure de ses compétences, à déléguer des tâches spécifiques à des tiers.
- 16.6. En cas de parité lors des séances du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif, sa voix est prépondérante.
- 16.7. S'il n'est pas domicilié dans un pays où la Fédération entretient un bureau, le Conseil d'Administration autorisera l'emploi de services locaux de secrétariat pour l'exercice de son mandat.
- 16.8. Si le Président ne mène pas son mandat à terme, le Conseil d'Administration nommera en son sein un président qui exercera ses fonctions jusqu'à l'Assemblée Générale suivante. Un nouveau Président sera élu par cette Assemblée Générale pour mener le mandat original à terme. Les Vice-Présidents sont désignés conformément au point 14.2.2.

Article 17. LE SECRETARIAT

La Fédération dispose d'un secrétariat permanent qui est placé sous l'autorité du Comité Exécutif.

Article 18. LE CONSEIL DISCIPLINAIRE

- 18.1. Le Conseil Disciplinaire est composé de cinq (5) personnes qui proviennent de pays différents et qui font partie de clubs ou de fédérations membres.
- 18.2. Ces membres qui ne peuvent en aucun cas faire partie en même temps du Conseil d'Administration, sont élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale elle-même. Leur mandat est de trois (3) ans renouvelable.
- 18.3. Le Conseil Disciplinaire élit son Président. Il est saisi de toute affaire se rapportant aux cas prévus par le point 7.6. des Statuts, conformément à la procédure décrite dans le Règlement d'Ordre Intérieur.

Article 19. LA COMMISSION DES STATUTS

- 19.1. La Commission des Statuts se compose de trois (3) membres du Conseil d'Administration.
- 19.2. Les membres et le président sont élus par le Conseil d'Administration. Leur mandat est de trois (3) ans, renouvelable.
- 19.3. La Commission examine tout problème afférent aux Statuts, au Règlement d'Ordre Intérieur et aux règlements qui lui sont soumis et émet un avis. Elle soumet ses propositions de modification au Conseil d'Administration.
- 19.4. Elle veille au respect des Statuts et du Règlement d'Ordre Intérieur.

Article 20. AUTRES ORGANES

Le Conseil peut constituer des Commissions, des Comités ou des Groupes de Travail avec compétence exclusivement consultative, dont il fixe la composition, les pouvoirs et le mandat en conformité avec les présents Statuts et le Règlement d'Ordre Intérieur.

Article 21. VERIFICATION DES COMPTES

- 21.1. Le Conseil d'Administration charge une société d'audit de la vérification de la clôture annuelle des comptes. Aucun membre du Conseil d'Administration ne peut avoir des liens familiaux directs ou par alliance ni entretenir des rapports commerciaux avec la société d'audit.
- 21.2. Le rapport de la société est soumis à l'Assemblée Générale.

Article 22. EXERCICE FISCAL

L'exercice fiscal de la Fédération commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Chaque année le conseil d'administration arrête les comptes annuels conformément aux dispositions légales et les soumet à l'assemblée générale en même temps que le budget pour l'exercice en cours, son rapport de gestion, et le cas échéant, le rapport du commissaire.

Article 23. COTISATIONS

- 23.1. Les membres effectifs et les membres adhérents sont tenus de verser une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale.
- 23.2. Les cotisations annuelles doivent être versées chaque année avant le 1er juin.

Article 24. MOYENS FINANCIERS

- 24.1. Les moyens financiers de la Fédération proviennent des cotisations annuelles, des subventions, des donations, ainsi que des activités diverses qui servent ses buts.
- 24.2. Sans préjudice des lois applicables, la F.I.C.C. A.I.S.B.L. a le droit d'acheter, d'échanger et de vendre des biens immobiliers et de constituer des hypothèques pour autant que ces opérations concernent les buts de la Fédération.

Article 25. LANGUES

Les présents Statuts ainsi que le Règlement d'Ordre Intérieur ont été rédigés en français, en allemand, et en anglais, les trois (3) langues officielles de la Fédération. Les trois (3) langues ont force équivalente. En cas de litige seul la version française des Statuts fera foi.

Article 26. REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

La Fédération est régie par un Règlement d'Ordre Intérieur fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration. Le Règlement d'Ordre Intérieur complète les présents Statuts.

Article 27. DROIT APPLICABLE

Toutes les matières qui ne sont pas traitées par les présents Statuts ou par le Règlement d'Ordre Intérieur sont tranchées par l'Assemblée Générale et sont régies par les dispositions de la loi belge.

Juillet 2005